

NATIONS UNIES

UN LIBRA



JUL 25 1979

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



UN/SA COLLECTION
CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE

A/34/376

S/13463

23 juillet 1979

FRANÇAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-quatrième session
Point 46 de l'ordre du jour provisoire^x
APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR LE
RENTORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-quatrième année

Lettre datée du 20 juillet 1979, adressée au Secrétaire général par
le Chargé d'Affaires par intérim de la mission permanente du Viet Nam
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint, pour information, le texte du discours prononcé le 18 juillet 1979 par le Chef de la délégation du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, M. Dinh Nho Lien, lors de la troisième séance de la deuxième série de pourparlers entre le Viet Nam et la Chine. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 46 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le chargé d'affaires par intérim de la
Mission permanente de la République
socialiste du Viet Nam auprès de
l'Organisation des Nations Unies.

(Signé) CU DINH BA

x A/34/150.

ANNEXE

Discours prononcé le 18 juillet 1979 par le chef de la délégation du
Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam, M. Dinh Nho Diem,
lors de la troisième séance de la deuxième série de pourparlers entre
le Viet Nam et la Chine

Depuis la guerre d'agression massive déclenchée en février 1979 contre le Viet Nam, la situation est demeurée très tendue le long de la frontière entre les deux pays, parce que les dirigeants chinois ont poursuivi leurs plans et leurs actes d'hostilité à l'encontre du peuple vietnamien. Afin d'écartier le risque d'une reprise des hostilités et de susciter un climat favorable à la restauration de relations normales, le Viet Nam a toujours soutenu que les deux parties devraient sans délai discuter des mesures à prendre d'urgence en vue d'assurer la paix et la stabilité dans les zones frontalières. On peut trouver l'expression de ce désir des Vietnamiens dans le premier volet de la proposition en trois points (voir A/34/201-S/13257, annexe) et dans le projet d'accord sur le non-recours à la provocation armée, devant prendre effet le 5 juillet 1979 (voir A/34/351-S/13434, annexe), présentés par la délégation vietnamienne et qui constitueraient un premier pas concret en vue de réduire les tensions à la frontière entre les deux pays, de répondre aux aspirations des deux peuples et de contribuer à maintenir la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est et à préserver la paix dans le monde.

Si la Chine désirait réellement la paix et la tranquillité dans les zones frontalières, comme elle ne cesse de le répéter, et si elle souscrivait aux objectifs des pourparlers tels qu'ils ont été définis par les deux parties, elle aurait répondu favorablement à ces initiatives vietnamiennes. Si tel avait été le cas, la tension se serait allégée aux frontières depuis le 5 juillet 1979, un nouveau climat se serait instauré et les premières conditions favorables auraient été réunies pour permettre aux pourparlers de progresser. La Chine n'a malheureusement pas suivi cette voie. Elle a éludé la proposition vietnamienne concernant les mesures urgentes à prendre en vue d'assurer la paix et la stabilité dans les zones frontalières et a rejeté sans raison valable le projet d'accord vietnamien. En outre, elle a multiplié les provocations armées et s'est livrée à une série d'incursions de plus en plus graves en territoire vietnamien, aggravant ainsi la tension à la frontière. Dans sa note du 10 juillet 1979, adressée au Ministre chinois des affaires étrangères, le Ministre vietnamien des affaires étrangères a condamné les dernières provocations de la Chine. Celles-ci ont fait éclater au grand jour l'hypocrisie foncière des déclarations où la Chine proclame son "désir sincère" de faire progresser les pourparlers. L'intention véritable de la Chine est de maintenir une tension permanente aux frontières dans le but de faire pression sur les négociations et aussi de se donner un prétexte pour pouvoir, en fin de compte, attaquer le Viet Nam à n'importe quel moment.

Tout en adoptant cette attitude irresponsable et en nourrissant ce dangereux projet, les dirigeants chinois, en partie liés avec l'impérialisme, ont lancé récemment une tapageuse campagne sur la question des prétendus "réfugiés

vietnamiens", se livrant sur la scène internationale à une débauche de calomnies et d'attaques contre le Viet Nam. Ils ont en fait utilisé la tribune que leur offrent les présentes négociations pour faire progresser ce plan funeste.

Faut-il rappeler que ce sont les impérialistes américains et les dirigeants expansionnistes de Pékin et nul autre qui ont provoqué "l'exode" de centaines de milliers d'habitants du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea. C'est sur eux que retombe l'entière responsabilité des mouvements illégaux d'émigrants, qui causent actuellement des difficultés au Viet Nam, au Laos, au Kampuchea et à un certain nombre d'autres pays d'Asie du Sud-Est. Pendant leur fuite du Viet Nam et dès après la libération complète du pays, les impérialistes américains, mortifiés par la victoire éclatante du peuple vietnamien, ont commencé à colporter toutes sortes d'allégations déformées et mensongères concernant un "bain de sang", "les droits de l'homme", et autres perfidies, dans un effort désespéré pour provoquer, par l'incitation ou la contrainte, le départ de leurs anciens collaborateurs, de ceux qui n'approuvaient pas le régime et de ceux qui ne voulaient pas s'adapter aux nouvelles conditions de travail de l'après-guerre; ce sont eux qui ont demandé que le Viet Nam laisse partir ces gens librement à l'étranger.

Depuis le début de 1978, tout en intensifiant ouvertement leur guerre d'agression à la frontière sud-ouest du Viet Nam, avec l'aide de leurs valets de la clique Pol Pot-Ieng Sary, les dirigeants de Pékin ont fait savoir "qu'une guerre sino-vietnamienne était inévitable" et que "tous ceux qui ne retourneraient dans la mère patrie seraient considérés comme des traîtres". Ils ont ainsi incité ou contraint des centaines de milliers de Hoas à revenir en Chine et ont ensuite fabriqué de toutes pièces ce qu'ils ont appelé "la persécution et l'expulsion de résidents chinois" du Viet Nam. Leur objectif, ce faisant, était de fomenter des difficultés et des troubles politiques, économiques et sociaux au Viet Nam, d'attiser l'hostilité et la haine entre les deux peuples et de préparer une guerre d'agression contre le Viet Nam à partir du Nord. Pékin a formé un nombre substantiel d'éléments hoas qui ont servi d'espions, de commandos et de guides pour l'armée de 600 000 hommes qui a envahi le Viet Nam en février 1979. A l'heure actuelle, les dirigeants chinois continuent à utiliser tous les moyens possible, y compris la "question des Hoas", pour miner le Viet Nam de l'intérieur. Ils ont par la suite renvoyé des Hoas une fois entraînés au Viet Nam et dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, afin de renforcer leurs "cinquièmes colonnes" déjà en place conformément à leurs visées expansionnistes. Maintenant une tension constante aux frontières et ne cessant de menacer le Viet Nam d'une et même de plusieurs agressions, ils ont troublé les esprits d'un certain nombre de Hoas au point de les amener à chercher les moyens de fuir à l'étranger. Les campagnes perfides lancées ces dernières années par les Etats-Unis et par Pékin en vue de provoquer, par l'incitation ou la contrainte, un exode massif de Vietnamiens et de Hoas ont provoqué la dislocation de centaines de milliers de familles qui cherchent maintenant à se réunir.

Il apparaît donc clairement que la fuite à l'étranger d'un certain nombre de Vietnamiens constitue une séquelle de la guerre d'agression des impérialistes américains, des agissements de leur ex régime néo-colonialiste et de leurs menées déstabilisatrices de naguère et aussi de la guerre d'agression déclenchée par les dirigeants de Pékin et de ses visées et actes d'une perfidie insigne.

S'agissant du départ des Vietnamiens pour l'étranger, le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam a indiqué clairement sa position dans la déclaration publiée le 20 juin 1979 par le Ministère vietnamien des affaires étrangères.

Il importe de faire remarquer qu'alors même que de nombreux pays et organisations internationales font preuve d'une coopération croissante à l'égard de cette politique et que la situation évolue favorablement, les dirigeants de Pékin persistent à déverser déformations et calomnies en vue d'exciter l'opinion publique contre le Viet Nam. Ils ont rejeté la formule correcte consistant à résoudre cette question sur le plan humanitaire. Par ailleurs, adoptant l'attitude d'hégémonie dont ils sont coutumiers, ils ont demandé un châtement pour le Viet Nam tentant par là comme naguère les impérialistes américains de susciter une campagne antivietnamienne. Ils ont encouragé les départs illégaux et ont fait obstacle à l'application de l'Accord en sept points passé entre le Viet Nam et le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, de façon à gêner le Viet Nam dans l'organisation officielle des départs et à provoquer des tensions entre les pays de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et le Viet Nam. L'opinion mondiale est en train de démasquer et de condamner les actes cyniques et les allégations des dirigeants de Pékin qui tentent d'utiliser à des fins politiques méprisables la question des "réfugiés vietnamiens" comme ils l'ont fait avec le problème des prétendus "résidents chinois persécutés"; l'opinion mondiale exige que l'on mette fin immédiatement à ces basses manoeuvres. Malgré tous leurs plans et leurs artifices, les dirigeants chinois ne peuvent empêcher l'opinion mondiale de condamner le crime que constitue le génocide, sans précédent dans l'histoire humaine, perpétré au Kampuchea, ainsi que la guerre d'agression impitoyable et dévastatrice menée contre le peuple vietnamien; pas plus qu'ils ne peuvent déformer la politique claire et correcte du Gouvernement vietnamien ni ruiner les efforts que ce dernier déploie pour apporter, conjointement avec le HCR et les pays intéressés, une solution appropriée à ce problème.

L'opinion publique a aussi fait remarquer que le Gouvernement de Pékin lui-même est cause que chaque jour des Chinois par milliers sont forcés de partir de chez eux. D'après des articles parus dans la presse occidentale, le nombre de réfugiés chinois a atteint des dizaines de milliers par mois à Hong Kong seulement. Responsables de l'exode massif de la population hoa du Viet Nam et du départ de nombre de Chinois, ce qui a créé d'innombrables difficultés pour les régions d'accueil, les dirigeants chinois n'ont aucune qualité ni aucun droit que ce soit pour soulever un tollé à propos des Vietnamiens qui partent à l'étranger.

Pour semer le désaccord entre le Viet Nam et d'autres pays du Sud-Est asiatique, les dirigeants de Pékin ont colporté à l'envi des comptes rendus odieusement déformés de la situation au Kampuchea et de ce qu'ils appellent "la menace" vietnamienne contre la Thaïlande.

En fait, la situation qui règne actuellement dans la péninsule indochinoise et en Asie du Sud-Est est tendue. La cause de la tension en Asie du Sud-Est n'a d'autre origine que l'expansionnisme et l'hégémonisme de grande puissance que poursuivent les dirigeants chinois dans cette région, ainsi que l'a bien précisé le Viet Nam lors de séances précédentes en particulier celle du 5 juillet .

Les réverbérations des derniers coups de feu de l'agression des Etats-Unis dans la péninsule indochinoise s'étaient à peine éteintes que déjà les dirigeants de Pékin, qui s'étaient préparés de longue date, reprenaient le rôle de gendarmes internationaux et de néo-colonialistes des impérialistes américains et ranimaient la guerre dans cette partie du monde. Ils ont fièvreusement armé leurs pantins, la clique Pol Pot-Ieng Sary et les ont utilisés pour mener un génocide au Kampuchea, où trois millions de personnes ont été massacrées, et les quatre millions restants soumis à de sauvages sévices. En même temps, ils menaient, par personne interposée, une sanglante guerre d'agression contre le peuple vietnamien sur sa frontière sud-ouest. Après la lourde défaite de leur politique d'hégémonie de grande puissance au Kampuchea, ils ont mobilisé 600 000 soldats et se sont lancés directement dans une guerre d'agression à grande échelle, dévastant six provinces du nord du Viet Nam. Avec ces guerres et ce génocide, ils ont brutalement piétiné les droits nationaux fondamentaux des peuples du Viet Nam, du Kampuchea et du Laos, laissant derrière eux d'innombrables et graves séquelles et mettant sérieusement en danger la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. L'humanité n'oubliera jamais ces crimes.

Les dirigeants chinois tentent à présent de soutenir ce qui reste des bandits de la bande Pol Pot-Ieng Sary en leur fournissant armes, munitions, vivres et argent, et par des manoeuvres politiques et diplomatiques de toutes sortes, essayant ainsi de réimposer leur régime impitoyable de génocide et leur domination néo-colonialiste sur le Kampuchea, qui doit servir de tremplin à l'agression contre le Viet Nam et à l'expansion vers d'autres pays de l'Asie du Sud-Est. Ils méconnaissent totalement un fait indiscutable : la situation au Kampuchea est irréversible.

Ce sont eux qui ont pris la place des impérialistes américains en encourageant les bandes de brigands de Vang Pao, Kongle, etc., qui reçoivent d'eux leurs consignes, en organisant des groupements fantoches, en massant leurs troupes près de la frontière, en jouant les fauteurs de troubles par leurs menées subversives et agressives, menaçant sérieusement l'indépendance, la paix, la stabilité et l'intégrité territoriale de la République démocratique populaire lao.

Ce sont également eux qui chicanent et qui refusent de prendre tout engagement envers les gouvernements des pays de l'Asie du Sud-Est qui les engagent instamment à cesser d'utiliser et de soutenir les organisations d'opposition, les groupes politiques et armés qui leur sont acquis, d'utiliser des "cinquièmes colonnes" recrutées parmi les dizaines de milliers de Chinois vivant hors de Chine, en Asie du Sud-Est, dans des tentatives de mainmise, de bouleversement, d'ingérence et de subversion dirigées contre divers pays de la région.

Ce sont eux qui s'efforcent de susciter l'inimitié et la haine ethniques entre les trois peuples de la péninsule indochinoise, cherchant par tous les moyens possibles à saper l'amitié entre les peuples thaïlandais et vietnamien, éveillent des sentiments antivietnamiens parmi les premiers et faisant obstacle à l'établissement de relations de bon voisinage entre la Thaïlande et le Viet Nam. Ce sont eux qui ont eu recours aux manoeuvres les plus viles pour semer le désaccord entre les pays de l'ANASE et le Viet Nam et qui entretiennent en permanence l'instabilité en Asie du Sud-Est.

En fait s'il est une menace qui pèse sur les peuples de l'Indochine et de l'Asie du Sud-Est c'est la collusion entre l'expansionnisme et l'hégémonisme chinois d'une part et l'impérialisme, surtout l'impérialisme américain, de l'autre. Mais les peuples de l'Asie du Sud-Est apprennent chaque jour davantage à voir sous son vrai jour le visage de l'hégémonie de grande puissance de Pékin.

Après leur défaite dans la guerre injuste contre le peuple vietnamien, les dirigeants chinois ont entretenu une tension considérable le long de la frontière sino-vietnamienne. Plus récemment, après le rejet par la Chine de la proposition vietnamienne d'accord sur le non-recours à la provocation armée, un vice-premier ministre chinois a déclaré à la revue américaine Newsweek qu'en février les Chinois n'avaient pas été jusqu'au bout de la leçon qu'ils voulaient donner au Viet Nam et qu'une nouvelle guerre d'agression n'était pas exclue. Un chef d'état major adjoint de l'armée chinoise a évoqué pour le journal japonais Mainichi Shimbun la possibilité que la Chine lance une autre attaque contre le Viet Nam. Mais cette menace éhontée, si souvent qu'on la ressasse, ne saurait en aucune façon faire fléchir la détermination inébranlable du peuple et des forces armées vietnamiennes qui sont toujours prêts à faire face à toute éventualité et qui sauront défendre efficacement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de leur patrie et réussir à édifier le socialisme.

De toute évidence, les guerres de menaces en agression et en menaces d'agression, d'interventions et de menées subversives en tentatives pour dresser un pays contre l'autre, ce sont les dirigeants de Pékin qui sont les véritables responsables des tensions, des menaces à l'indépendance nationale, du désaccord, du danger causé à la paix et à la stabilité en Asie du Sud-Est à l'encontre des aspirations des peuples de cette région. Les déformations de faits, les campagnes de calomnies contre le Viet Nam sont autant de manoeuvres pour camoufler leurs sombres desseins et préparer de nouvelles offensives militaires contre le Viet Nam.

A ces pourparlers mêmes, ils ont refusé de débattre de toute question touchant les relations entre le Viet Nam et la Chine; au lieu de cela, ils ont insisté pour examiner et régler le soi-disant "problème du Kampuchea". Là encore, ils cherchent à donner le champ à l'opinion publique de l'Asie du Sud-Est et du reste du monde, qui les condamne pour avoir provoqué le génocide au Kampuchea et pour la guerre d'agression contre le Viet Nam. Ils cherchent à masquer leur ingérence persistante et éhontée dans les affaires intérieures du Kampuchea et leurs menaces d'agression contre le Viet Nam et le Laos qui mettent sérieusement en danger la paix et la stabilité en Asie du Sud-Est. Mais, c'est aussi une méthode hégémonique de négociation qui consiste à essayer de régler les affaires d'autres pays derrière leur dos à la manière des dirigeants chinois d'antan. Encore une fois, la délégation vietnamienne réaffirme la position du Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam : le Conseil révolutionnaire populaire du Kampuchea est le seul représentant légitime et légal du Kampuchea; le sort du Kampuchea doit être décidé par le peuple du Kampuchea; les questions touchant le Viet Nam et le Kampuchea, qui sont deux pays souverains, doivent être décidées entre eux. Nul n'a le droit d'intervenir.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam a toujours souhaité promouvoir des relations d'amitié et de coopération avec les autres pays de l'Asie du Sud-Est et contribuer activement au maintien de la paix et de la stabilité dans la région. Nul ne saurait déformer cette politique correcte et cohérente. La campagne menée par les dirigeants de Pékin pour soulever l'opinion publique en Asie du Sud-Est contre le Viet Nam est vouée à l'échec.

Que la Chine revienne aux objectifs des présents pourparlers bilatéraux tels qu'ils ont été énoncés au départ : résoudre les problèmes des relations entre le Viet Nam et la Chine. Nous avons avancé une proposition en trois points sur les principes fondamentaux et le contenu d'un règlement des problèmes qui se posent dans les relations entre les deux pays. Etant donné que la situation demeure très tendue à la frontière, nous avons pris l'initiative de présenter un projet d'accord sur le non-recours à la provocation armée afin de réduire cette tension et créer un climat plus propice aux pourparlers. Bien que la date du 5 juillet 1979 soit passée, nous réitérons cette proposition et demeurons prêts à discuter avec la Chine d'une nouvelle date aussi rapprochée que possible pour l'entrée en vigueur de cet accord. Nous attendons patiemment une réponse de la Chine. Afin de promouvoir le progrès des pourparlers, nous sommes prêts à débattre de toute question touchant les relations entre le Viet Nam et la Chine qui sera soulevée par la Chine, dans le cadre d'une procédure suivant laquelle les deux parties soulèvent à tour de rôle les problèmes qu'elles désirent débattre à chaque séance. Que la partie chinoise prouve sa "sincérité" tant vantée par des actes.
